

APRÈS LES ITALIENS D'ENI

Total se retire d'un important champ gazier

La compagnie pétrolière française Total a décidé d'abandonner son permis algérien de l'Ahnet et s'apprête à formaliser la résiliation de son contrat avec la Sonatrach sur ce projet.

La compagnie, qui a réduit au minimum ses activités en Algérie, assène un nouveau coup au secteur de l'énergie algérien.

Voltiges de Chakib Khelil

Cette décision a été prise en fait au lendemain de la rencontre entre le patron de Total, Christophe de Margerie, avec Youcef Yousfi, l'ex-ministre de l'Energie, qui était alors totalement plongé dans son utopique projet de gaz de schiste. En avril 2013, le président de Total avait tenté d'expliquer à la partie algérienne qu'il fallait renégocier le contrat sur le champ de l'Ahnet, en raison du fait que les conditions de prix doivent changer pour alléger le poids de l'investissement de la compagnie française sur ce projet. Le nict du ministre de l'Energie devenait fatal pour l'avenir du champ prometteur de l'Ahnet, mais exprimait aussi une fidélité à la ligne. Yousfi a toujours refusé de s'ingérer ou d'assumer les «petites combines» de son prédécesseur Chakib Khelil. Les Français sont aujourd'hui tous convaincus que Chakib Khelil les a sacrifiés au profit de ses «amis» de l'ENI dont, notamment, le sulfureux Paolo Scaroni. Sinon, comment expliquer le fait que, sur le permis de l'Ahnet, Total a payé le ticket d'entrée le plus cher de son histoire. La ruse de Chakib Khelil a fait que pour sauver le deuxième appel d'offres en 2009, Total était mise en compétition avec l'ENI pour ce permis de l'Ahnet. Ayant eu vent du montant que l'ENI allait proposer pour le permis et tenant compte des relations Chakib-Scaroni, les Français sont tombés dans la surenchère et ont offert, à Alnaft, 1,4 milliard d'euros pour gagner la partie.

Sur le contrat, la Sonatrach gardait 51% alors que les participations de Total se limitaient à 47%. La participation minoritaire (2%) était accordée par Total à la société Partex, dont le capital social est détenu entièrement par une fondation caritative.

Situé à proximité de la ville d'In Salah, le champ de l'Ahnet couvre une superficie de 17 358 kilomètres carrés où douze structures à gaz ont déjà été découvertes par Sonatrach lors de la phase de recherche et d'exploration.

Les Français leurrés ?

Les recherches menées auparavant par la Sonatrach révélaient que l'Ahnet recèle environ 500 milliards

de mètres cubes de gaz, qui pouvaient permettre une production de 4 milliards de mètres cubes par an, soit 10% du volume des exportations algériennes.

Mais, lors de l'étude technico-économique du plan de développement de ce champ, les experts de Total se sont rendu compte du faible rendement de leur investissement et ont de suite réclamé une renégociation de leur contrat.

Total jouait sur le terrain de Chakib Khelil qui disposait de tous les atouts. La compagnie française était déjà en négociations avancées avec la Sonatrach pour la construction et l'exploitation conjointe, à Arzew, d'une usine de vapocraquage d'éthane (la plus grande usine du monde, disait-on) qui aurait pu tomber à l'eau si un désaccord sur l'Ahnet avait surgi à cette époque.

Deuxième atout de Chakib Khelil. A cette même époque, Total négociait avec le fonds souverain d'Abou Dhabi pour la cession de ses parts dans la compagnie espagnole Cepsa. L'Algérie venait de déclarer la guerre aux entreprises étrangères, à travers la loi de finances complémentaire de 2009, qui donne la possibilité au gouvernement d'exercer le droit de préemption sur les sociétés détenues par les étrangers qui changeraient de statut en modifiant les



Photo : DR

actionnaires. Cernés de toutes parts, les Français devaient accepter le fait accompli, mais ne font rien pour développer le champ de l'Ahnet.

Retrait planifié

Au lendemain du départ de Chakib Khelil, les décideurs de Total avaient le sentiment d'avoir tout perdu en Algérie. Les discussions sur le projet de l'usine de vapocraquage se heurtent à une intransigeance algérienne sans précédent et les deux parties finissent par abandon-

ner l'idée du partenariat. La production de Total sur Tin Fouyé Tabenkort (TFT) se limitait à quelque 15 mille barils par jour, alors que le projet de Timimoune, dans lequel Total détient 37,75 %, n'entrera en production que lors du deuxième trimestre de 2017. Cepsa, qui représentait 48,83%, n'appartient plus à Total.

Dans ce sillage, ils finissent par décider d'abandonner le permis d'exploration de l'Ahnet, qui venait à expiration en date du 6 juin 2014, mais qui pouvait être renouvelé si la partie

française le souhaitait. Les Français qui ont découvert le pétrole et dominé le secteur des hydrocarbures pendant des décennies en Algérie, se voient réduits de 79 mille barils par jour en 2009 à la seule production de TFT en 2010. Même pas 1% de la production pétrolière algérienne.

Ce retrait qui semble planifié de la part des Français est aussi une manière de signifier aux Algériens qu'ils n'arrivent plus à trouver des explications à leur logique.

Car, les patrons de Total ne trouvent toujours pas d'explication aux pressions exercées en 2008 par Chakib Khelil pour l'établissement d'un partenariat Total-Sonatrach sur les blocs Ta7 et Ta8, dans le bassin de Taoudenni, en Mauritanie.

Lorsqu'en mars 2008, Total a accepté de céder, à la Sonatrach, 20% de ses participations sur le permis, la compagnie algérienne ne s'est plus manifestée pour développer le champ de Taoudenni qui, pourtant, recèle un important potentiel.

Sur les autres filières d'activité, la présence de Total en Algérie se limite à la commercialisation des lubrifiants qui se heurte à une féroce compétition avec les produits de Cepsa, Shell et BP.

Ainsi se termine l'histoire de Total en Algérie. Chakib Khelil a eu raison de l'une des plus grandes compagnies du monde. Youcef Yousfi a refusé d'empêcher le pourrissement. Salah Khebbi dira toujours qu'à son arrivée, tout était ficelé.

Mokhtar Benzaki

S'INTERROGEANT SUR LE SILENCE ASSOUDISSANT DU GOUVERNEMENT

Le PT dénonce la cabale contre Benghebrit

Dans un communiqué sanctionnant la réunion hebdomadaire de son secrétariat, le Bureau politique du Parti des travailleurs (PT) constate «qu'au lieu d'un débat démocratique sur les recommandations audacieuses de la conférence nationale sur l'école, visant à sortir celle-ci de la médiocrité et du marasme, certaines voix versent dans la diffamation et l'insulte, car incapables d'apporter des arguments pédagogiques et scientifiques à leurs positions, confirmant ainsi leur caractère idéologique dogmatique».

Considérant que l'école «doit être d'abord algérienne, républicaine et donc pensée par des Algériens», «ouverte sur l'universalité, vecteur de savoir et progrès», la formation de Louisa Hanoune «réitère son soutien aux recommandations de la conférence sur l'école, car porteuse de progrès et traduisant une recherche sincère des solutions aux nombreux problèmes ». Ce faisant, le PT «s'inter-

roge sur le silence assourdissant du gouvernement face au lynchage odieux dont est victime la ministre de l'Education nationale dont les compétences et le courage sont avérés, alors que la conférence a été ouverte par le Premier ministre» tout en observant que «l'attitude du gouvernement traduit l'absence de vision politique claire».

Par ailleurs, le PT relève «les déclarations graves» du ministre des Transports au sujet de la SNTF, en annonçant l'arrêt des investissements de l'Etat dans cette société et le changement de son statut, «ce qui est un prélude à la privatisation ». Tout en refusant de «cautionner les insuffisances et lacunes des services publics dont les responsabilités incombent en premier lieu aux hauts responsables de l'Etat qui dirigent les secteurs concernés», le PT s'interroge sur la volonté de «préparer l'opinion publique à la privatisation tous azimuts en présentant un tableau sombre des services publics».

Dans ce contexte, le parti de Louisa Hanoune observe qu'«il est désormais établi, dans la majori-

té des cas, (que) les changements ministériels ont un rapport direct avec les appétits voraces de l'oligarchie qui revendique l'ouverture de tous les secteurs même l'industrie militaire !». Or, pour le PT, «l'orientation socioéconomique qui se met en place remet en cause les LFC 2009 et 2010 qui avaient stoppé la désertification industrielle et agricole par l'arrêt de la privatisation des EPE et le garrotage du pillage étranger».

Déplorant «la criminalisation» de la pratique syndicale dans l'entreprise AMPTA (El Hadjar) qui «semble convenir au ministre du secteur qui laisse faire alors que les revendications des salariés sont légitimes et que les prémices d'une dégénérescence de la situation d'impasse pointent», le PT ne manquera pas de «mettre en garde contre la multiplication des provocations à l'encontre des travailleurs».

Notons que la réunion organique a traité de la préparation de l'université d'été du parti, prévue les 21, 22, 23 et 24 août à Alger.

C. B.

CONFLIT À AMPTA

AG des salariés en l'absence des représentants syndicaux

Hier mercredi, s'est tenue au siège de la filiale ArcelorMittal Pipes & Tubes (AMPTA) dans l'enceinte du complexe sidérurgique ArcelorMittal Algérie (AMA), une assemblée générale.

Elle a regroupé les 350 salariés mais sans les deux principaux responsables syndicaux : le secrétaire général du syndicat et le président du Comité de participation de cette filiale. Ils ont été licenciés au lendemain de la grève générale illimitée entamée le 29 avril dernier et qui se poursuit toujours jusqu'à, affirment les salariés, la réintégration des deux syndicalistes licenciés et la satisfaction de deux revendications socio-professionnelles sur les 22 contenues dans une plateforme à l'origine de la grande colère de la direction générale AMA. L'assemblée générale, tenue hier durant plus de deux heures, s'est

déroulée sans incident. Les 350 salariés avaient été autorisés à accéder à AMPTA après une interdiction qui leur avait été faite 48 heures auparavant.

Il en a résulté une détermination plus forte des participants qui, à l'unanimité, ont décidé de la poursuite de leur mouvement jusqu'à la satisfaction de la totalité de leurs revendications. C'est dire que les communiqués qui, la veille, s'étaient multipliés du côté de la direction générale AMA n'ont pas trouvé d'écho. Mieux, les grévistes ont imputé la responsabilité de la situation de faillite de leur entreprise à cette même direction générale.

A ce jour, celle-ci persiste dans son intransigeance à rejeter toute idée de réintégration des deux syndicalistes et de revalorisation des indemnités de panier et de la femme au foyer.

Ce bras de fer qui s'éternise met en péril les installations de production tant ceux de la zone

chaude avec comme pièce maîtresse le haut-fourneau n°2 qu'au niveau des autres unités de fabrication des produits sidérurgiques. Mais voilà que, contrairement à ce que la direction générale AMA a tenté de faire croire quant à une grève provoquée par une cinquantaine de salariés connus pour être réfractaires à l'ordre établi, les grévistes ont réussi à obtenir le soutien de l'Union de wilaya UGTA d'abord. Puis, est intervenu ces dernières quarante-huit heures, celui de la majorité des membres du conseil syndical AMA. En effet, deux tiers de ces membres ont décidé de provoquer une assemblée générale avec pour seul et unique point à l'ordre du jour : le retrait de confiance à l'actuel secrétaire général de ce même conseil. La démarche est motivée par la position très conciliante à la limite de la complicité de ce SG avec l'employeur. Le contenu de son dernier communiqué émis au nom du conseil semble

avoir été la goutte qui a fait déborder le vase trop plein des véritables syndicalistes qui ne veulent plus entendre parler de lui.

Dans ce communiqué, le SG du conseil syndical AMA déclaré persona non grata a traité de tous les noms d'oiseaux ses homologues de l'AMPTA. Ainsi est la situation au niveau non seulement de AMPTA mais aussi des différentes autres filiales AMA. Dimanche prochain, elle pourrait s'améliorer juste après l'assemblée générale du conseil syndical AMA. Celui-ci décidera certainement de la mise au placard de l'actuel SG. Mais attention, comme cela s'est fait il y a deux années, tout peut arriver.

Les 5 000 salariés AMA n'avaient-ils pas assisté impuissants à l'installation imposée, car sans élection préalable, de l'actuel SG AMA, par le SG de l'Union de wilaya UGTA et un député ?

A. Bouacha